

Revue de presse



Jeudi 15 Juin 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le ministère des Finances souligne le rôle de la prévision budgétaire dans l'amélioration de la gestion des fonds publics



ALGER - Le ministère des Finances a souligné, mercredi dans un communiqué, le rôle central de la prévision budgétaire, dans le cadre de la mise en œuvre effective de la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF), pour une

gestion efficace et transparente des fonds publics.

"Le ministère de Finance est résolument déterminé à promouvoir une gestion responsable et transparente des fonds publics, en mettant l'accent sur une bonne prévision budgétaire dans la mesure où elle permet de booster la croissance économique", est-il indiqué dans le communiqué.

A cet égard, ajoute le même source, "l'estimation des recettes et des dépenses à venir, contribuera à prévenir les déficits excessifs et à maintenir une gestion financière responsable", ajoutant que cela fournira, également, "une base solide pour la planification à moyen et long termes, en identifiant les besoins et les priorités budgétaires".

Rappelant que la LOLF visait à "accroître la transparence dans le processus budgétaire et à renforcer ces mécanismes", le ministère explique que "la prévision budgétaire permet d'asseoir cet objectif en rendant les décisions budgétaires plus explicites et transparentes permettant, ainsi, aux citoyens, aux parlementaires et aux acteurs économiques de mieux comprendre les choix budgétaires mis en oeuvre".

L'objectif visé en consacrant le principe de transparence est "de renforcer et de consolider la confiance des citoyens dans la gestion des finances publiques", notant que "cette confiance retrouvée permettra, ainsi, de lutter plus efficacement contre les différentes formes de corruption et de favoriser un développement économique durable".

En résumé, indique-t-on dans le communiqué, la prévision joue "un rôle central" dans le cadre de la LOLF, et permet d'"assurer une stabilité financière et une allocation efficace des ressources tout en renforçant la transparence. Elle permet, également, de faciliter le suivi et l'évaluation des politiques publiques".

En effet, la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF) du 02 septembre 2018, modifiée et complétée, met l'accent sur les principes de prévision et de transparence dans la gestion des dépenses publiques, piliers essentiels d'une bonne gouvernance, permettant aux citoyens et aux opérateurs économiques d'avoir une vision précise de l'utilisation des fonds publics.

Ainsi, la prévision économique joue "un rôle fondamental" dans cette approche axée sur les résultats et revêt "une importance capitale" pour une allocation efficace des ressources, souligne le communiqué, explicitant qu'"en prévoyant les dépenses futures d'une façon précise, l'utilisation des fonds publics sera plus

efficace, en évitant les dépenses superflues et en ciblant les investissements prioritaires".

Le ministère des Finances a rappelé que la mise en oeuvre des grandes orientations des politiques publiques à travers le Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) 2024-2026, et les diverses dispositions relatives à la préparation de la Loi de finances pour 2024, a permis de consacrer ce principe de planification et de prévision.

"Il s'agit d'une démarche réaliste obéissant à la consolidation des mesures décidées par les pouvoirs publics pour assurer la soutenabilité des dépenses publiques, de stimuler l'activité économique et de restaurer à moyen terme l'équilibre du budget de l'Etat, à travers de nouveaux instruments introduits par la LOLF permettant d'assurer une meilleure gestion des deniers publics", insiste-t-on dans le communiqué.

Cette démarche adopte "les meilleures pratiques internationales en matière de bonne gouvernance budgétaire", affirme-t-on dans le même texte.



Ministère des Finances : Cap vers une gestion efficace et transparente des fonds publics

Le ministère des Finances a souligné, ce mardi, le rôle central de la prévision budgétaire, dans le cadre de la mise en oeuvre effective de la loi organique relative aux lois de Finances (LOLF), pour une gestion efficace et transparente des fonds publics.

En effet, à travers un communiqué rendu public, le département ministériel de Laaziz Faïd a été on ne peut plus clair en expliquant que «le ministère des Finances est résolument déterminé à promouvoir une gestion responsable et transparente des fonds publics, en mettant l'accent sur une bonne prévision

budgétaire dans la mesure où elle permet de booster la croissance économique», selon la source ministérielle .

Quand à la question de prévenir les déficits excessifs, selon la même source, «l'estimation des recettes et des dépenses à venir serviront à maintenir une gestion financière responsable», ajoutant que cela fournira, également, «une base solide pour la planification à moyen et long termes, en identifiant les besoins et les priorités budgétaires».

Evoquant la LOLF, le ministère des Finances a indiqué que «celle-ci vise à accroître la transparence dans le processus budgétaire et à renforcer ses mécanismes», avec la précision que «la prévision budgétaire permet d'asseoir cet objectif, en rendant les décisions budgétaires plus explicites et transparentes permettant, ainsi, aux citoyens, aux parlementaires et aux acteurs économiques de mieux comprendre les choix budgétaires mis en œuvre».

Aussi, il est à souligner que selon la même source, «l'objectif visé en consacrant le principe de transparence est de renforcer et de consolider la confiance des citoyens dans la gestion des finances publiques», notant que «cette confiance retrouvée permettra, ainsi, de lutter plus efficacement contre les différentes formes de corruption et de favoriser un développement économique durable».

C'est pourquoi, il est important de déduire que «la prévision joue un rôle central dans le cadre de la LOLF, et permet d'assurer une stabilité financière et une allocation efficace des ressources, tout en renforçant la transparence. Elle permet, également, de faciliter le suivi et l'évaluation des politiques publiques», conclut le communiqué du ministère des Finances.

Pour rappel, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, samedi dernier, à Alger, le projet de loi régissant les règles générales relatives aux marchés publics, lequel vise à conférer davantage de transparence en la matière, notamment à travers l'accélération de la numérisation et la promotion de la participation des startups.

Président de la République à Moscou: l'Algérie connaît une renaissance économique sans précédent



MOSCOU - Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mercredi à Moscou, que l'Algérie connaît une renaissance économique, engagée à une vitesse supérieure et favorisée par la

multiplication des investissements dans plusieurs domaines.

Supervisant l'[ouverture des travaux du Forum économique algéro-russe](#), le Président Tebboune a déclaré: "l'Algérie connaît aujourd'hui une renaissance économique engagée à une vitesse supérieure afin de rattraper le temps perdu et les opportunités d'investissement avec nos amis, avec l'Afrique et la région de la Méditerranée", soulignant l'existence de "1.450 projets industriels en cours de réalisation".

L'Algérie entend, à travers sa nouvelle politique, "s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures, un secteur dont les revenus seront exploités aux seules fins de développement", a-t-il ajouté, rappelant que ce processus, lancé en 2021, a été appuyé par sa décision de porter les exportations algériennes à 7 milliards USD.

Commentant ces résultats, il a indiqué que "ce chiffre, à priori dérisoire, est pourtant un miracle dans la mesure où ces recettes n'ont jamais dépassé pendant 30 ou 40 ans, les 1,7 ou 1,8 milliard USD".

Et de rappeler, dans ce cadre, que les exportations algériennes hors hydrocarbures "ont atteint en 2022 près de 7 milliards USD et nous aspirons à atteindre, cette

année, 13 milliards de dollars, pour marquer ainsi la relance effective du développement" notamment à travers les secteurs de l'industrie agroalimentaire, les start-up et les produits agricoles.

Pour atteindre ces objectifs, le président de la République a affirmé que l'Algérie "a créé une agence de promotion de l'investissement pour accompagner les opérateurs économiques algériens et étrangers désirant lancer leurs projets d'investissement", ajoutant qu'elle a mené "des opérations pour assainir et habiliter le foncier industriel, réunir les facteurs susceptibles d'attirer les investisseurs et les hommes d'affaires vers les zones industrielles et les zones d'activité des micro-entreprises, dans le respect des critères de concurrence et de transparence et en offrant toutes les garanties" nécessaires.

Il a également mis en avant "les efforts colossaux déployés en matière de lutte contre la bureaucratie, à travers la libération de l'investissement des entraves administratives".

Evoquant la coopération algéro-russe, le président de la République a souligné que les amis en Russie "ont conscience des moyens importants de coopération disponibles dans les domaines du transfert technologique, du tourisme, de l'agriculture et des sciences".

Soulignant l'importance d'ouvrir des banques privées en Algérie, le Président Tebboune a formulé le souhait de voir "le secteur privé national, étranger, et de Russie, pays frère, ouvrir des banques afin de favoriser la réalisation de transactions saines entre opérateurs privés, loin de toute dérive".

"Il est paradoxal de voir aujourd'hui en Algérie, 85% du capital national détenu par le secteur privé", a-t-il relevé, regrettant par la même occasion le taux élevé d'argent public, 92%, en circulation dans la sphère économique et commerciale.

"Vous êtes devant de réelles opportunités pour explorer les possibilités d'intégration économique dans de nombreux domaines", a lancé le Président Tebboune à l'adresse des participants au Forum, soulignant que l'Algérie "s'apprête, dans les années à venir, à mettre en œuvre un plan d'investissement dans les domaines de l'énergie, des infrastructures de base, de l'agriculture, des

produits pharmaceutiques, de l'agroalimentaire et des industries de transformation".



Intempéries à Tipaza : une allocation mensuelle de 30.000 DA au profit des pêcheurs impactés (JO)

ALGER, 14 juin 2023 (APS) - Les pêcheurs impactés par les intempéries survenues dans la wilaya de Tipaza, le 25 mai dernier, bénéficieront d'une allocation exceptionnelle mensuelle de 30.000 DA, en vertu d'un décret exécutif paru au journal officiel n 40.

Il s'agit du décret exécutif n 23-228, signé par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, relatif à l'indemnisation et l'octroi d'une allocation exceptionnelle au profit des pêcheurs impactés par les intempéries dans la wilaya de Tipaza.

Il stipule que "les pêcheurs ayant perdu leurs embarcations, navires de pêche, ainsi que les équipements constitués de moteurs, d'engins et

d'armements de pêche, ou partiellement endommagés, et dont les activités ont été interrompues en raison des intempéries au niveau des ports de pêche de Khemisti, Bouharoun et le site d'échouage de Fouka Marine impactés par les intempéries dans la wilaya de Tipaza, font l'objet d'une indemnisation (...)"

A cet effet, poursuit le texte "il est octroyé une allocation exceptionnelle mensuelle fixée à trente mille dinars (30.000 DA) au profit des pêcheurs impactés par les intempéries survenues dans les ports et site d'échouage cités, jusqu'au réaménagement de ces ports et site d'échouage endommagés, pour une durée maximale de six (6) mois".

Il a précisé que "l'indemnité exceptionnelle n'est pas soumise à l'impôt, ni aux cotisations de la sécurité sociale", ajoutant que les conditions et les modalités de l'indemnisation et l'octroi de l'allocation exceptionnelle seront fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la pêche, du ministre chargé de l'intérieur et des collectivités locales et du ministre chargé des finances.

La prise en charge des dépenses induites par la mise en oeuvre des dispositions de ce décret, qui prend effet à partir du 1 juin en cours, sont à la charge du budget de l'Etat, souligne le décret.

A rappeler, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait décidé, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée le 28 mai dernier, d'affecter 10 milliards de dinars, du Fonds des catastrophes naturelles pour l'indemnisation des sinistrés des récentes intempéries et de reloger, dans un délai de 48 heures, tous ceux ayant totalement perdu leurs logements. Il a, en outre, enjoint d'"indemniser immédiatement, aux frais de l'Etat, les pêcheurs ayant perdu leurs bateaux de pêche qui constituent leur seule source de revenu".

Le Président Tebboune a décidé également d'"allouer, immédiatement, une allocation aux pêcheurs lésés, oscillant entre 20.000 Da et 30.000 Da, jusqu'au réaménagement des ports de pêche endommagés".



[Banque arabe pour le développement économique en Afrique : Neuf projets seront financés](#)

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) va financer 9 projets à impact social en Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est, pour un montant total de 577 millions USD. Le premier décaissement, souligne un communiqué de l'institution, concerne deux projets du secteur public et une subvention de renforcement des capacités d'une valeur de 100,5 millions USD pour les secteurs de l'eau et de l'éducation à Maurice et au Niger. Il est question d'un premier prêt souverain de 50 millions USD alloué au barrage de la « Rivière des Anguilles » au sud de l'île Maurice, co-financé par le Fonds saoudien pour le développement (FSD), le Fonds OPEP pour le développement international (OFID), le Kuwait Fund et le gouvernement mauricien. S'y ajoute une enveloppe de 0,5 million USD pour l'étude de faisabilité qui constitue une préparation pour la prochaine phase du projet.

Aussi, la BADEA a décidé d'allouer 477 millions USD au secteur privé et financement du commerce avec l'approbation de 6 nouvelles facilités liées entre autres à l'accès au financement pour les PME.

Selon la BADEA, ces nouvelles approbations visent à combler le retard de développement en Afrique, conformément aux objectifs 2030 de la BADEA, aux ODD des Nations Unies et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Mohamed Ait S.



Gestion des fonds publics : Le ministère des Finances insiste sur la prévision budgétaire



Le ministère des Finances a souligné, ce mercredi dans un communiqué, le rôle central de la prévision budgétaire, dans le cadre de la mise en œuvre effective de la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF), pour une gestion efficace et transparente des

fonds publics.

« Le ministère de Finance est résolument déterminé à promouvoir une gestion responsable et transparente des fonds publics, en mettant l'accent sur une bonne prévision budgétaire dans la mesure où elle permet de booster la croissance économique », est-il indiqué dans le communiqué. A cet égard, ajoute la même source, « l'estimation des recettes et des dépenses à venir, contribuera à prévenir les déficits excessifs et à maintenir une gestion financière responsable », ajoutant que cela fournira, également, « une base solide pour la planification à moyen et long termes, en identifiant les besoins et les priorités budgétaires ». Rappelant que la LOLF visait à « accroître la transparence dans le processus budgétaire et à renforcer ces mécanismes », le ministère explique que « la prévision budgétaire permet d'asseoir cet objectif en rendant les décisions budgétaires plus explicites et transparentes permettant, ainsi, aux citoyens, aux parlementaires et aux acteurs économiques de mieux comprendre les choix budgétaires mis en œuvre ».

Lutter contre la corruption

L'objectif visé en consacrant le principe de transparence est « de renforcer et de consolider la confiance des citoyens dans la gestion des finances publiques », notant que « cette confiance retrouvée permettra, ainsi, de lutter plus efficacement contre les différentes formes de corruption et de favoriser un développement économique durable ». En résumé, indique-t-on dans le communiqué, la prévision joue « un rôle central » dans le cadre de la LOLF, et permet d' « assurer une stabilité financière et une allocation efficace des ressources tout en renforçant la transparence. Elle permet, également, de faciliter le suivi et l'évaluation des politiques publiques ».

En effet, la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF) du 02 septembre 2018, modifiée et complétée, met l'accent sur les principes de prévision et de transparence dans la gestion des dépenses publiques, piliers essentiels d'une bonne gouvernance, permettant aux citoyens et aux opérateurs économiques d'avoir une vision précise de l'utilisation des fonds publics. Ainsi, la prévision économique joue « un rôle fondamental » dans cette approche axée sur les résultats et revêt « une importance capitale » pour une allocation efficace des ressources, souligne le communiqué, explicitant qu' « en prévoyant les dépenses futures d'une façon précise, l'utilisation des fonds publics sera plus efficace, en évitant les dépenses superflues et en ciblant les investissements prioritaires ».

Le ministère des Finance a rappelé que la mise en œuvre des grandes orientations des politiques publiques à travers le Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) 2024-2026, et les diverses dispositions relatives à la préparation de la Loi de finances pour 2024, a permis de consacrer ce principe de planification et de prévision. « Il s'agit d'une démarche réaliste obéissant à la consolidation des mesures décidées par les pouvoirs publics pour assurer la soutenabilité des dépenses publiques, de stimuler l'activité économique et de restaurer à moyen terme l'équilibre du budget de l'Etat, à travers de nouveaux instruments introduits par la LOLF permettant d'assurer une meilleure gestion des deniers publics », insiste-t-on dans le communiqué. Cette démarche adopte « les meilleures pratiques internationales en matière de bonne gouvernance budgétaire », affirme-t-on dans le même texte.

Tabi présente le projet à l'APN : Plus d'empiétement sur les terres de l'Etat

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a présenté, ce mercredi, devant les députés le projet de loi relatif à la protection et à la préservation des terres de l'Etat.

Ce texte intervient en application des instructions du président de la République qui a demandé la mise en place d'un nouveau cadre législatif de nature à stopper l'agression contre les terres publiques, a rappelé le ministre. Le texte de 30 articles compte trois grands axes qui fixent les mécanismes de protection et de préservation des terres de l'Etat et renforce le système juridique. Pour Tabi, le but serait de renforcer la protection pénale pour lutter contre «les constructions anarchiques sur les terres relevant du domaine de l'Etat compte tenu de la recrudescence ces dernières années de ce phénomène».

En vertu du projet, les responsables de la gestion des terres de l'Etat auront désormais le droit de recourir au juge compétent habilité à prendre des dispositions de protection.

Les institutions et les collectivités locales concernées se doivent aussi de suivre l'exécution des jugements y afférents. «La loi interdit toute construction sur les terres de l'Etat sauf autorisation des autorités administratives compétentes», a précisé le ministre. «Toute infraction entraîne la démolition de la construction édifiée illégalement sur décision du président de l'APC ou du wali et les frais qui en découlent doivent être supportés par le contrevenant», a-t-il averti.

Ce dernier encoure une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans d'emprisonnement et une amende pouvant atteindre 1.500.000 DA selon la gravité de l'acte.

En outre le projet renferme des dispositions qui protègent les personnes qui signalent tout acte d'empiétement sur les terres de l'Etat.

Nouvelle loi sur les assurances : L'option d'une autorité indépendante de régulation retenue

Longtemps réclamée par les sociétés d'assurances, aussi bien publiques que privées, la proposition de mise en place d'une autorité de régulation et de supervision des assurances a finalement été retenue et introduite dans l'avant-projet de loi régissant ce secteur.

L'avant-projet de loi sur les assurances, qui sera prochainement soumis au Conseil du gouvernement, stipule l'institution, auprès du ministère des Finances, d'une autorité indépendante dédiée spécialement à la régulation et à la supervision des assurances, en remplacement de l'actuelle commission de supervision des assurances. Le texte de loi note que l'objectif recherché à travers cette autorité, qui sera dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, est de favoriser, sur le marché algérien des assurances, «le principe de neutralité, en établissant une distinction entre les missions de l'Etat régulateur et contrôleur et celles de l'Etat actionnaire unique dans des sociétés publiques d'assurances».

Cette option vise aussi à doter l'autorité de régulation «des moyens humains, matériels et financiers nécessaires pour un encadrement adéquat de ce secteur d'activité, et ce, à l'instar de beaucoup d'expériences étrangères». Instituée par la loi 06-04 de 2006 relative aux assurances, l'ex-commission de supervision des assurances est considérée, par beaucoup d'opérateurs du secteur, comme juge et partie, étant donné que le directeur général du Trésor est lui-même le président es-qualité de cette commission et «propriétaire des compagnies publiques».

L'avant-projet de loi prévoit également l'introduction de nouvelles mesures dont celles consacrant l'assurance Takaful comme un nouveau modèle d'assurances soumis aux principes de la Charia islamique. Selon le texte de loi, cela devrait «favoriser le développement du marché algérien des assurances, à travers le recours à d'autres modèles d'assurances et répondre à une demande de plus en plus accrue de la part des opérateurs qui souhaitent exercer, sous cette forme, l'activité des assurances».

Vente à distance des services

Aussi, la nouvelle loi consacre officiellement «la vente à distance des produits d'assurances», afin de favoriser la digitalisation du secteur et encourager la vente des polices d'assurances par internet.

Il est également prévu, dans cette loi, la réintroduction de l'obligation d'assurance des marchandises et des biens d'équipements importés par voie maritime ou aérienne, auprès d'une société d'assurance agréée en Algérie, à l'exception pour ceux bénéficiant d'un financement spécifique ou relevant d'opérations spécifiques qui seront fixés par voie réglementaire. «L'élargissement de l'obligation d'assurance contre l'incendie à tous les opérateurs économiques tant publics que privés, sans distinction », souligne le texte. Actuellement, elle n'est obligatoire que pour les opérateurs publics. Cette mesure vise à protéger davantage le patrimoine économique national.

En matière d'assurance de catastrophes naturelles (CAT.NAT), même si elle n'est pas rendue obligatoire comme beaucoup de spécialistes le souhaitent, la nouvelle loi accorde aux sociétés d'assurances la possibilité d'indemniser les victimes, même en l'absence de l'arrêté portant déclaration de l'état de catastrophes naturelles. En effet, cette exigence a constitué, durant longtemps, un élément de blocage de ce dispositif.

Quant à l'aspect commercialisation, le texte de loi soutient la diversification des moyens de distribution des assurances, en permettant le recours à de nouveaux canaux autres que ceux existants actuellement, à savoir les agences directes, les agents généraux, les courtiers et les réseaux bancaires.

Lyes Mechti

APN : Une commission à l'écoute des investisseurs de Tizi-Ouzou

La mission d'information de la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) vient d'achever une visite de deux jours dans la wilaya de Tizi-Ouzou où elle s'est enquis des modalités de fonctionnement des secteurs des assurances, des banques et des finances (impôts, domaines et trésorerie publique).



Cette visite s'inscrit dans le cadre des missions de la commission de cerner, d'une part, «les obstacles auxquels font face ces secteurs et, d'autre part, trouver des solutions idoines pour leur développement», a indiqué le président de la mission parlementaire avant sa rencontre avec le wali de Tizi Ouzou, Djilali Doumi, les responsables de ces secteurs ainsi que les représentants des investisseurs à travers leurs organisations (Chambre de commerce et associations patronales). A cette occasion, le président de cette mission, le député Omar Terbak, a mis l'accent sur les efforts et surtout sur l'esprit managérial et entrepreneurial de haut niveau des responsables et des personnels des banques et des assurances.

«Un tel esprit empreint de patriotisme est impressionnant, voire très rare, que nous n'avons pas trouvé ailleurs. Dénotant l'amour et l'attachement de ces cadres à leur pays à travers cet investissement de la ressource humaine», a-t-il déclaré en séance plénière. Il a aussi rappelé les engagements pris par le président de la République Abdelmadjid Tebboune pour «la promotion de l'investissement et la relance de la machine économique, indépendante des énergies fossiles, par une batterie de textes et de mécanismes ». Et d'ajouter : «Notre présence et nos tournées à travers les wilayas du pays ont justement pour but d'écouter et de transmettre les doléances des uns et des autres quant aux points forts et points faibles de toutes les dispositions légales prises dans le cadre de l'investissement.» Et de conclure par un engagement «à saisir les plus hautes autorités du pays» pour libérer le

projet algéro-indien Mahindra de montage de tracteurs et autres engins en souffrance depuis un moment.

Intervenant à son tour, le wali Djilali Doumi a tenu tout de même à rappeler que l'investissement dans la wilaya «rencontre des blocages non pas au niveau local mais au niveau national». Il citera entre autres le projet évoqué plus haut, mais aussi «le gel de la zone d'activité de Souamaâ qui avec ses 327 ha constitue une véritable bouffée d'oxygène pour l'investissement et le développement local». Comme il soulèvera aussi le problème du portail d'inscription à l'investissement qui «est fermé, voire inopérant». Comme il relèvera la non-application des dispositions contenues dans le code d'investissement qui constituent «un véritable blocage à l'investissement».

Enfin, le wali a plaidé «pour une mutualisation des efforts afin de lever les contraintes qui sont souvent d'ordre financier et législatif». Pour conclure, il a exhorté les parlementaires à être cette voix qui défendra au plus haut niveau les investisseurs de la wilaya «chez qui l'esprit et la volonté entrepreneuriales coulent dans les veines, comme vous l'avez si bien dit et constaté».

Rachid Hammoutène



[Commerce extérieur en 2022](#)

[Forte hausse des exportations hors hydrocarbures](#)

Pour l'année 2022, elles se sont élevées à 9157,4 milliards de DA contre 5391,9 milliards de DA durant l'année 2021 soit une hausse de 69,8% en valeurs courantes.

Dressant le bilan des activités du commerce extérieur pour l'exercice 2022, l'Office national des statistiques précise dans son enquête de conjoncture, qu' «Au cours de l'année 2022, les prix à l'exportation de marchandises en DA connaissent une forte augmentation de 71,2% par rapport à l'année 2021 et les prix à l'importation de marchandises sont également caractérisés par un taux d'accroissement important de 15,5%». Il faut dire que pour les exportations, cette

avancée ne repose pas uniquement sur la hausse des prix des hydrocarbures évaluée à 75,2%, du fait que les exportations hors hydrocarbures ont connu sur la même période une avancée remarquable de 40,8%. Ce qui reflète d'une part, que l'économie nationale demeure considérablement soutenue par les revenus hydrocarbures, d'autre part, il apparaît clairement que les exportations hors hydrocarbures, ont connu en un laps de temps très court, une hausse inédite de l'activité. Ces évolutions se sont traduites sur le terrain, par une baisse de 0,8% des volumes pour les exportations, et d'une baisse de 3,1% pour les importations. On ne peut plus clair, ces chiffres, renseignent sur l'impact des mesures et décisions prises par les pouvoirs publics pour réduire la facture des importations, appuyée par l'application des nouvelles dispositions de loi, et par les nouveaux mécanismes de gestion et de fonctionnement des activités du commerce extérieur. À cela s'ajoutent les différentes dispositions prises pour la relance des secteurs stratégiques tels que l'industrie, l'agriculture, et les services, qui entrent dans le cadre du développement et la diversification de la production nationale. A contrario, les opérations d'exportation affichent une baisse relativement faible, et confirment le maintien de la nouvelle dynamique économique. Ce qui a donné en valeurs courantes, une situation qui tend à s'équilibrer, ou «Les exportations de l'année 2022 se sont élevées à 9157,4 milliards de DA contre 5391,9 milliards de DA durant l'année 2021, soit une hausse de 69,8% en valeurs courantes. Alors que les importations se sont élevées à 5705,3 milliards de DA pour l'année 2022 contre 5097,5 milliards de DA au cours de l'année précédente, soit une hausse en valeurs courantes de 11,9%». Il en résulte pour la même période un excédent commercial de 3452,1 milliards de DA, appelé à connaître des évolutions plus importantes dans le cadre du développement de cette activité, érigée en secteur stratégique. À ce titre, les actions de soutien et d'accompagnement de l'État, et les mesures de facilitations mis en place pour booster cette activité, ne manqueront pas de porter les volumes des opérations à la vitesse supérieure. Dans ce sillage, l'importance profonde de ces avancées réside incontestablement dans l'aboutissement à des équilibres financiers susceptibles d'atteindre une stabilité économique hautement nécessaire pour la relance. Cette dernière s'articule autour de l'amélioration de capacités du taux de couverture des importations par les exportations qui passe de «105,8% en 2021 à 160,5% en 2022». Les termes nets de l'échange connaissent également une nette augmentation puisqu'ils passent de 73,2% en 2021 à 108,5% en 2022.

EL MOUDJAHID

3e exposition économique Chine - Afrique : Des accords de 10 mds de dollars prévus



Le volume des accords potentiels en cours de discussion en prévision de la troisième exposition économique et commerciale Chine-Afrique, qui se tiendra du 29 juin au 2 juillet à Changsha, dans le centre de la Chine, a atteint 10,7 milliards de dollars, a indiqué Shen Yumou, directeur du Département provincial du commerce du Hunan. A ce jour, 53 pays africains, 8 organisations internationales et plus de 1.500

entreprises publiques administrées par le gouvernement central, associations commerciales et institutions financières se sont inscrites pour participer à cet événement, est-il souligné. Dans le cadre du programme de la promotion commerciale entre la Chine et l'Afrique, 21 pays africains sont exemptés de droits de douane pour 98% de leurs exportations vers la Chine. Selon des données officielles, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a atteint 282 milliards de dollars en 2022, avec des exportations à destination du continent en hausse de 11,2% sur un an à 164,5 milliards de dollars et des importations de produits africains en Chine en progression de 11% à 117,5 milliards de dollars. Au cours des quatre premiers mois, les nouveaux investissements directs de la Chine en Afrique ont atteint 1,38 milliard de dollars, en hausse de 24% sur un an.

Les prévisions de l'OPEP restent inchangées



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a maintenu ses prévisions de croissance de la demande mondiale de pétrole pour 2023, en dépit d'«incertitudes» sur la croissance économique, selon le dernier rapport mensuel de l'organisation. Pour l'année en cours, la demande en pétrole va rester «inchangée», atteignant 101,91 millions de barils par jour, selon la dernière évaluation de l'Opep, qui révisé ses prévisions tous les mois. L'Opep anticipe toujours une hausse de 2,3 millions de barils par jour par rapport à 2022, essentiellement tirée par les pays non-membres de l'OCDE. Cependant, «il existe des incertitudes croissantes concernant la croissance économique au second semestre dans un contexte d'inflation élevée persistante, de taux d'intérêt directeurs déjà élevés et d'un marché du travail tendu», souligne l'Opep.

Les cours du pétrole se sont repliés ces derniers mois, au point que les pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+), comptant au total 23 pays, sont récemment intervenus en diminuant leur production pour tenter de les soutenir. Les baisses de production instaurées depuis début mai par neuf pays – dont Ryad, Moscou, Bagdad ou encore Dubaï – pour un total de 1,6 million de barils quotidiens, ont été prolongées jusqu'à fin 2024.

[Le marché russe offre d'importantes opportunités d'investissement, selon Guendouzi](#)



Une délégation d'hommes d'affaires accompagne le président de la République qui effectue une visite en Russie. Selon le Pr Brahim Guendouzi, économiste, plusieurs secteurs offrent d'importantes opportunités.

« Il y a tout d'abord le secteur agricole où l'expérience russe est très intéressante, notamment dans la production des céréales », indique-t-il, lors de son intervenant, ce mercredi, sur les ondes de la Chaine III de la Radio Algérienne.

Le Pr Brahim Guendouzi évoque également le secteur de l'hydraulique « qui est essentiel » sachant que l'Algérie a un programme de développement assez consistant dans ce domaine. « Il y a aussi l'industrie manufacturière où il y a énormément de possibilités dans la mécanique et la sidérurgie », ajoute-t-il.

Pour lui, les investissements russes restent en deçà des attentes, mais, précise-t-il, la nouvelle loi sur l'investissement pourrait changer la donne. « Les opportunités sont également importantes en matière d'exportation des produits algériens notamment ceux de l'agriculture où on dispose de beaucoup de produits », fait-il remarquer.

« Le marché russe est preneur, affirme l'économiste en précisant que l'Algérie a un potentiel énorme et qu'il suffit juste de trouver les mécanismes pour pouvoir placer nos produits sur le marché russe », explique-t-il avant d'ajouter qu'« il y a peut être une mise à niveau à faire vu que les réglementations des deux pays sont différentes ».

[Le Directeur Général Monsieur Youcef LALMAS participe à l'inauguration à un centre culturel financé par la BDL au niveau de la wilaya de Médéa](#)

Le Directeur Général, Monsieur Youcef LALMAS a participé, accompagné par une délégation composée de cadres de la Banque et en présence des autorités locales de la région, à l'inauguration, ce mercredi 14 juin 2023, d'un complexe sportif et de loisirs financé par la Banque de Développement Local Banque au niveau de la wilaya de Médéa.

Ce projet financé par la BDL permettra l'organisation de nombreuses activités qui contribueraient justement au développement social, culturel et économique de cette localité. Cette inauguration reflète la volonté de la BDL de mettre en œuvre sa vision stratégique de rapprochement de ses clients et de contribuer à l'essor de l'économie nationale.

En marge de cette opération, la délégation de la Banque, a effectué une visite de travail au niveau de l'agence Berrouaguia 159, où le premier responsable, a mis l'accent sur la satisfaction des clients et la vulgarisation des différentes prestations bancaires en rapport avec l'inclusion financière.

El Watan-dz
.com

[Échanges commerciaux : Les chaînes d'approvisionnement toujours perturbées](#)

Les exportations de biens intermédiaires ont baissé au quatrième trimestre de 2022 dans un contexte de perturbations des chaînes d'approvisionnement, a indiqué l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays.

Selon cette organisation internationale, les exportations mondiales de biens intermédiaires ont baissé de 10% en glissement annuel au quatrième trimestre de 2022, pour s'établir à 2 300 milliards d'USD, reflétant les perturbations auxquelles les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été confrontées pendant les derniers mois de l'année en raison du contexte géopolitique, des

pénuries de produits de base, des prix élevés de l'énergie et de la faiblesse de la consommation.

Pratiquement toutes les régions ont été affectées par ce recul, précise la même source. L'Afrique reste au bas de l'échelle dans le commerce mondial, indique-t-on.

Selon l'indicateur de l'activité dans les chaînes d'approvisionnement mondiales des biens industriels (IG) et qui se réfère aux intrants utilisés pour fabriquer un produit final, la tendance mondiale à la baisse des exportations a commencé au deuxième trimestre de 2022 et s'est poursuivie au quatrième trimestre.

En outre, la part des biens industriels dans le commerce total (à l'exclusion des combustibles) a légèrement diminué pour s'établir à 47 % au quatrième trimestre de 2022, ce qui est inférieur à la part de 51 % enregistrée au même trimestre de l'année précédente et au ratio moyen de 50 % de la dernière décennie, a-t-on précisé.

L'Asie a connu le déclin le plus important, avec une baisse de 15% de ses exportations de biens industriels en glissement annuel au quatrième trimestre. Les exportations de marchandises en provenance de Hong Kong, Chine, ont connu la chute la plus importante, ses expéditions de composants de haute technologie (mémoires d'ordinateurs et circuits intégrés) ayant chuté de 42%, passant de 13,1 milliards de dollars USD à 7,5 milliards de dollars USD.

Les exportations de biens industriels en provenance d'Europe ont connu une baisse de 9%, ce qui s'explique, selon l'OMC, par la forte diminution des exportations de métaux tels que les alliages d'aluminium, dont la production a été profondément affectée par la hausse des coûts de l'énergie déclenchée par la guerre en Ukraine.

Les exportations IG de l'Afrique ont chuté de 14%, tandis que les exportations IG d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud et centrale (-2% et -0,1% respectivement) ont nettement moins souffert, selon la même source.

La baisse des exportations mondiales de biens industriels est en partie imputable aux catégories de produits «pièces et accessoires (à l'exclusion du matériel de transport)» et «autres fournitures industrielles», qui ont diminué respectivement de 13% et 14% en glissement annuel au quatrième trimestre de 2022.

Les exportations mondiales de minerais et de pierres précieuses, quant à elles, ont diminué de 3 %, en raison de la baisse de la demande mondiale et de la baisse des prix, en particulier des minerais de fer. Les chaînes d'approvisionnement

alimentaire, en revanche, sont restées résilientes, les exportations de l'IG dans la catégorie des produits alimentaires et des boissons ayant augmenté de 7%.

À l'instar de la croissance mondiale des IG, les flux commerciaux à l'intérieur des régions et entre celles-ci ont diminué au quatrième trimestre. Le commerce intra-asiatique a chuté de 16%, signalant un ralentissement des chaînes d'approvisionnement régionales.

Une tendance similaire a été observée en Europe, où les échanges régionaux d'intrants industriels ont diminué de 10 %. Les exportations des IG vers l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale, toutes régions confondues, ont été parmi celles qui ont le plus diminué.

La Chine a considérablement réduit ses exportations de métaux semi-finis (produits sidérurgiques) vers la région de deux tiers au quatrième trimestre de 2022 (de 945 millions de dollars à 321 millions de dollars). Cela était probablement lié à la réduction de la production d'acier brut de la Chine dans le cadre d'une politique environnementale visant à réduire les émissions de carbone, a-t-on expliqué.



[Abdelmadjid Tebboune en Russie: «S'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures »](#)

par Synthèse R. N.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier mercredi à Moscou, capitale de la Fédération de Russie, les travaux du Forum économique algéro-russe, dans le sillage de la visite d'Etat de trois jours qu'il a entamée mardi dans ce pays à l'invitation de son homologue russe, M. Vladimir Poutine. Soixante-dix (70) opérateurs économiques algériens et 200 hommes d'affaires russes participent à ce Forum, un évènement permettant aux deux parties d'explorer les opportunités d'investissement et de partenariat, et de renforcer la coopération à l'effet de donner une forte impulsion aux relations économiques algéro-russes.

Le Président Tebboune a déclaré : « l'Algérie connaît aujourd'hui une renaissance économique engagée à une vitesse supérieure afin de rattraper le temps perdu et les opportunités d'investissement avec nos amis, avec l'Afrique et la région de la

Méditerranée », soulignant l'existence de « 1.450 projets industriels en cours de réalisation ».

L'Algérie entend, à travers sa nouvelle politique, « s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures, un secteur dont les revenus seront exploités aux seules fins de développement », a-t-il ajouté, rappelant que ce processus, lancé en 2021, a été appuyé par sa décision de porter les exportations algériennes à 7 milliards USD. Commentant ces résultats, il a indiqué que « ce chiffre, à priori dérisoire, est pourtant un miracle dans la mesure où ces recettes n'ont jamais dépassé pendant 30 ou 40 ans, les 1,7 ou 1,8 milliard USD ». Et de rappeler, dans ce cadre, que les exportations algériennes hors hydrocarbures « ont atteint en 2022 près de 7 milliards USD et nous aspirons à atteindre, cette année, 13 milliards de dollars, pour marquer ainsi la relance effective du développement » notamment à travers les secteurs de l'industrie agroalimentaire, les start-up et les produits agricoles.

Pour atteindre ces objectifs, le président de la République a affirmé que l'Algérie «a créé une agence de promotion de l'investissement pour accompagner les opérateurs économiques algériens et étrangers désirant lancer leurs projets d'investissement», ajoutant qu'elle a mené «des opérations pour assainir et habiliter le foncier industriel, réunir les facteurs susceptibles d'attirer les investisseurs et les hommes d'affaires vers les zones industrielles et les zones d'activité des micro-entreprises, dans le respect des critères de concurrence et de transparence et en offrant toutes les garanties» nécessaires.

Il a également mis en avant «les efforts colossaux déployés en matière de lutte contre la bureaucratie, à travers la libération de l'investissement des entraves administratives».

Les banques russes appelées à s'installer en Algérie

Soulignant l'importance d'ouvrir des banques privées en Algérie, le Président Tebboune a formulé le souhait de voir «le secteur privé national, étranger, et de Russie, pays frère, ouvrir des banques afin de favoriser la réalisation de transactions saines entre opérateurs privés, loin de toute dérive».

«Il est paradoxal de voir aujourd'hui en Algérie, 85% du capital national détenu par le secteur privé», a-t-il relevé, regrettant par la même occasion le taux élevé d'argent public, 92%, en circulation dans la sphère économique et commerciale.

«Vous êtes devant de réelles opportunités pour explorer les possibilités d'intégration économique dans de nombreux domaines», a lancé le Président Tebboune à l'adresse des participants au Forum, soulignant que l'Algérie «s'apprête, dans les années à venir, à mettre en œuvre un plan d'investissement

dans les domaines de l'énergie, des infrastructures de base, de l'agriculture, des produits pharmaceutiques, de l'agroalimentaire et des industries de transformation».

Le ministre russe du Développement économique, Maxim Reshetnikov, a affirmé, pour sa part, que l'Algérie est un partenaire clé pour son pays en Afrique, appelant les hommes d'affaires des deux pays à intensifier leurs efforts pour approfondir la coopération économique bilatérale.

Dans une allocution prononcée lors du Forum, M. Reshetnikov a insisté sur l'attachement de son pays au processus de renforcement et de diversification des échanges commerciaux avec l'Algérie, soulignant que le volume des échanges bilatéraux a augmenté de près de 70% en 2022.

Parallèlement au développement des relations commerciales, «les investissements sont en hausse continue» dans plusieurs secteurs, dont l'énergie, l'industrie pharmaceutique, les transports et la logistique et les infrastructures, selon le même intervenant qui a exprimé la volonté de son pays de coopérer dans les domaines financiers, notamment le paiement bancaire.

Le président de l'association d'affaires russe (Delovaya Rossia) Alexis Repik a affirmé, quant à lui, que le secteur agricole est l'un des domaines à développer dans le cadre de la coopération bilatérale, soulignant que la plupart des produits agricoles algériens sont demandés en Russie et peuvent y être exportés.

Il a exprimé l'intérêt des entreprises russes pour la coopération avec l'Algérie dans le domaine de l'innovation et des hautes techniques, les technologies russes pouvant contribuer à améliorer la qualité des produits et à développer la production en Algérie. Il a également souligné l'intérêt des hommes d'affaires russes pour l'investissement dans le domaine de l'aviation notamment le fret.

Concernant le climat des affaires en Algérie, le président de «Delovaya Rossiya» a affirmé que grâce au soutien des autorités en Algérie, «les hommes d'affaires se sentent protégés et confiants».

M. Repik a mis en avant l'importance de la coopération dans le groupe BRICS, auquel l'Algérie a fait sa demande officielle d'adhésion, soulignant le rôle de ce groupe qui représente actuellement 41% de la population mondiale, dans la formation d'un monde multipolaire.

Une stèle de l'Emir Abdelkader à Moscou

Dans une déclaration à l'APS en marge du SPIEF, le représentant spécial du

Président russe pour le Moyen-Orient et l'Afrique, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, M. Mikhaïl Bogdanov, a indiqué que la visite d'Etat du Président Tebboune en Russie «est un événement historique dans les relations amicales traditionnelles existant entre les deux pays».

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a, par ailleurs, inauguré, hier à Moscou, la stèle commémorative du fondateur de l'Etat algérien, l'Emir Abdelkader. La cérémonie d'inauguration de la stèle commémorative de l'Emir Abdelkader, s'est déroulée en présence du ministre russe de l'Agriculture, M. Dimitri Patrouchev, et du ministre du Gouvernement de Moscou, Sergei Cheryomin.

La stèle commémorative de l'Emir Abdelkader est la première du genre érigée, dans la ville de Moscou, à la mémoire d'un dirigeant musulman et arabe, en reconnaissance de ses contributions et de son rôle dans la diffusion des valeurs de tolérance et de dialogue des religions et des principes de l'humanité.

Le président de la République, s'est par la suite entretenu avec le Premier ministre russe, M. Mikhaïl Michoustine. La rencontre s'est déroulée au siège de la Primature russe, en présence des délégations des deux pays.

وزارة المالية تؤكد دور التقديرات الميزانية في تحسين تسيير الأموال العمومية

الجزائر - أكدت وزارة المالية، اليوم الأربعاء في بيان لها، على الدور المحوري للتقديرات الميزانية، في إطار التنفيذ الفعال للقانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، من أجل تعزيز التسيير الفعال والشفاف للأموال العمومية.



وأوضح البيان أن "وزارة المالية عازمة على تعزيز التسيير المسؤول والشفاف للأموال العمومية، من خلال التأكيد على حسن التقديرات الميزانية، وذلك من أجل الدفع بعجلة التنمية الاقتصادية".

وفي هذا السياق، أشارت إلى أن تقييم المداخل والنفقات القادمة "سيساعد على تجنب العجز المفرط وبالتالي إرساء تسيير مالي مسؤول، وتوفير قاعدة صلبة للتخطيط على المدى المتوسط والطويل وذلك بتحديد الاحتياجات والأولويات الميزانية".

وبعد أن ذكرت بأن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية يهدف إلى "زيادة الشفافية" في المسار الميزانياتي وتعزيز آلياتها، أكدت الوزارة أن التقدير الميزانياتي يؤدي "دورا فعالا في إرساء هذا الهدف من خلال جعل القرارات الميزانية أكثر وضوحا وشفافية".

وبناء عليه، يكون بمقدور المواطنين والبرلمانيين والأطراف الاقتصادية الفاعلة، حسب البيان، الاطلاع بشكل أمثل على الاختيارات الميزانية التي تم تنفيذها.

وأكدت الوزارة أيضا أن تكريس مبدأ الشفافية سيعزز ثقة المواطنين في تسيير الأموال العمومية، ويساهم في التصدي الفعال لشتى أشكال الفساد، فضلا عن تشجيع التنمية الاقتصادية المستدامة.

وبالتالي، فإن التقدير الميزانياتي "يؤدي دورا أساسيا في إعداد قوانين المالية ويسمح بضمان الاستقرار المالي والتخصيص الفعال للموارد، كما يمكن من تسهيل مراقبة وتقييم السياسات العمومية"، حسب البيان.

وبالفعل، فإن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية رقم 18-15 المؤرخ في 02 سبتمبر 2018 المعدل والمتمم، يؤكد على مبادئ التقدير والشفافية في تسيير النفقات العمومية والتي تعد من الركائز المهمة للحكومة الرشيدة، ليسمح للمواطنين والمتعاملين الاقتصاديين بتكوين رؤية دقيقة وشاملة حول استخدام المال العام.

وعليه، فإن التقديرات الميزانية، وفق الوزارة، تلعب دورا "أساسيا" في هذه المقاربة التي تدور حول النتائج والتي تكتسي أهمية قصوى لأجل تخصيص فعال للموارد.

فمن خلال وضع تقديرات دقيقة للنفقات المستقبلية يكون استخدام الأموال العمومية أكثر فعالية، وذلك من خلال تجنب النفقات غير الضرورية والتركيز على الاستثمارات ذات الأولوية، يضيف المصدر.

وذكرت وزارة المالية بأن تنفيذ التوجهات الكبرى للسياسات العمومية المحدد من خلال الإطار الميزانياتي المتوسط المدى 2024-2026، والأحكام المختلفة المتعلقة بإعداد مشروع قانون المالية لعام 2024، "مكنت من تكريس مبدأ التخطيط والتقدير هذا".

كما أبرزت أن هذا الإطار يعد "منهجاً واقعياً يمتثل لتوحيد التدابير التي قررتها السلطات العمومية لضمان التغطية المالية الدائمة للنفقات العمومية وتحفيز النشاط الاقتصادي واستعادة توازن ميزانية الدولة على المدى المتوسط".

ويكون ذلك، حسب المصدر، من خلال الاستعانة بالأدوات الجديدة التي جاء بها القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والتي تسمح بضمان تسيير أفضل للأموال العمومية.
وفي هذا الإطار، أكدت الوزارة في بيانها أن هذا النهج يتبنى "أفضل الممارسات الدولية فيما يتعلق بالحوكمة الرشيدة للميزانية".



جمارك : حجز مبالغ معتبرة من العملة الصعبة وكميات من الذهب بمطار الجزائر الدولي

الجزائر، 14 يونيو 2023 (وأج) - تمكنت مصالح الجمارك الجزائرية، بالتنسيق مع المصالح الأمنية، من حجز مبالغ مالية معتبرة من العملة الصعبة وكميات من الذهب بمطار الجزائر الدولي، حسبما أفاد به، اليوم الأربعاء، بيان للمديرية العامة للجمارك.

وجاء في البيان : "تمكنت مصالح الجمارك الجزائرية، بمفتشية الأقسام للجمارك بمطار الجزائر الدولي هواري بومدين-مسافرين، التابعة إقليمياً للمديرية الجهوية للجمارك بالجزائر-خارجية، بالتنسيق مع مصالح الأمن المختصة، من حجز مبالغ معتبرة من العملة الصعبة تمثلت في 159 ألف و 150 أورو، و 97 ألف و 750 دولار أمريكي و كذا 3 الاف و 150 جنيه استرليني"، تم ضبطها على إثر "تفتيش طائرة كانت على وشك الإقلاع وإنزال جميع المسافرين الذين كانوا على متنها".

كما تمكنت نفس المصالح، وفي نفس العملية، من حجز كمية معتبرة من الذهب قدرتها 3 الاف و 820 غرام و 900 ملغ.

وأفضت التحريات الأولية لمصالح الجمارك الجزائرية، يضيف البيان، الى "تواطؤ أحد أعوان الأمن العاملين بالمطار"، مشيراً الى أن "التحقيق لا يزال متواصلاً لتفكيك الشبكة التي تنشط عبر خط الجزائر-إسطنبول".

وتؤكد هذه العملية النوعية، يقول البيان، "التجند التام والجاهزية القصوى لمصالح الجمارك الجزائرية للتصدي لكافة أشكال الجرائم العابرة للحدود، لاسيما تلك التي تمس بالاقتصاد الوطني". (وأج)

التقلبات الجوية بتيبازة: تخصيص منحة استثنائية شهرية بـ30.000 دج لفائدة الصيادين المتضررين (الجريدة الرسمية)

الجزائر، 14 يونيو 2023 (وأج) - تم تخصيص منحة استثنائية شهرية مقدرة بثلاثين ألف دينار (30.000 دج) في صالح الصيادين المتضررين من التقلبات الجوية، التي حدثت يوم 25 مايو الفارط، بولاية تيبازة، حسبما نص عليه مرسوم تنفيذي صدر في العدد 40 للجريدة الرسمية.

ويتعلق الأمر بالمرسوم التنفيذي رقم 23-228، المؤرخ في 12 يونيو 2023، الممضى من قبل الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، والمتعلق بتعويض وتخصيص منحة استثنائية لفائدة الصيادين المتضررين من التقلبات الجوية بولاية تيبازة.

وأوضح المرسوم أنه "يتم تعويض الصيادين الذين فقدوا قوارب وسفن الصيد الخاصة بهم، وكذا لواحق الصيد المتمثلة في المحركات والمعدات والتجهيزات وآلات الصيد، أو تضررت جزئيا، الذين توقف نشاطهم بسبب التقلبات الجوية على مستوى مينائي الصيد البحري بخميسي وبوهارون وموقع الرسو بفوكة البحري المتضررة من التقلبات الجوية بولاية تيبازة."

وأضاف ذات المصدر أنه "تخصص منحة استثنائية شهرية تحدد بثلاثين ألف دينار

(30.000 دج) لفائدة الصيادين المتضررين من التقلبات الجوية التي حدثت في الميناءين وموقع الرسو (...). إلى غاية إعادة تهيئة هاذين الميناءين وموقع الرسو المتضررة، لمدة أقصاها ستة (6) أشهر"، على أن يكون التكفل بالنفقات المترتبة على تنفيذ أحكام هذا المرسوم على عاتق ميزانية الدولة.

وتحدد شروط وكيفيات التعويض وتخصيص المنحة الاستثنائية بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بالصيد البحري والوزير المكلف بالداخلية والجماعات المحلية والوزير المكلف بالمالية، وفق هذا المرسوم الذي يسري مفعول أحكامه ابتداء من أول يونيو 2023.

جدير بالذكر أن رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، كان قد أمر لدى ترؤسه اجتماعا لمجلس الوزراء، في 28 مايو الفارط، بتخصيص 10 ملايين دينار من صندوق الكوارث لتعويض ضحايا مخلفات التقلبات الجوية وإسكان كل من فقد بيته بالكامل في مدة لا تتجاوز 48 ساعة، وكذا التعويض الفوري للصيادين الذين فقدوا قوارب وسفن الصيد التي تعد مصدر رزقهم اليومي الوحيد وتخصيص منحة فورا، للصيادين المتضررين تكون ما بين 20 و30 ألف دينار إلى غاية إعادة تهيئة موانئ الصيد المتضررة.

رئيس الجمهورية يؤكد من موسكو أن الجزائر تشهد نهضة اقتصادية تسير بوتيرة سريعة جدا

موسكو- أكد رئيس الجمهورية, السيد عبد المجيد تبون, يوم الأربعاء بالعاصمة الروسية موسكو, أن الجزائر تشهد نهضة اقتصادية تسير بوتيرة سريعة جدا من خلال تسريع الاستثمار متعدد المجالات.



وقال رئيس الجمهورية لدى إشرافه على افتتاح أشغال المنتدى الاقتصادي الجزائري-الروسي, بأن الجزائر "تشهد اليوم نهضة اقتصادية تسير بوتيرة سريعة جدا, بغية تدارك

ما فاتها من وقت ومن فرص استثمار وتبادل استثماري مع أصدقائنا, ومع إفريقيا ومنطقة البحر الأبيض المتوسط", مبرزا أنه يوجد حاليا "ما يقارب 1450 مشروع صناعي قيد الإنجاز".

واستطرد بأن الجزائر ومن خلال سياستها الجديدة تستهدف "التحرر من المحروقات ليبقى هذا القطاع موردا ماليا نستعين به في التنمية, وعلى هذا الأساس بدأنا خلال 2021 في هذه العملية وقررنا بأن تكون الصادرات الجزائرية في مستوى 7 ملايين دولار", مضيفا أن هذا الرقم "يبدو ضعيفا لكنه بالنسبة للماضي يعتبر معجزة, حيث لم تتجاوز هذه المداخل منذ 30 أو 40 سنة, 1ر7 مليار أو 1ر8 مليار دولار".

وفي هذا المجال, ذكر الرئيس تبون بأن الصادرات الجزائرية خارج المحروقات "قدرت سنة 2022, بما يقارب 7 ملايين دولار ونطمح خلال هذه السنة إلى بلوغ 13 مليار دولار, وبهذا تكون عجلة التنمية قد انطلقت", مشيرا في ذات السياق إلى قطاعات "الصناعة التحويلية الغذائية والفلاحة والشركات الناشئة".

وتجسيدا لهذه الاهداف, أكد رئيس الجمهورية أن الجزائر "قامت بإنشاء وكالة لترقية الاستثمار لمرافقة الراغبين في إطلاق مشاريعهم الاستثمارية من المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين والأجانب, كما قامت بعمليات مدروسة لتطهير العقار الصناعي وتأهيله وتهيئة عوامل استقطاب المستثمرين ورجال الأعمال نحو مناطق صناعية ومناطق نشاط المؤسسات الصغيرة مع إحاطة كل ذلك بقواعد التنافس والشفافية وتوفير كافة الضمانات" التي من شأنها بلوغ هذه الأهداف.

كما أكد أيضا على "الجهود الكبيرة التي تبذل في مجال محاربة البيروقراطية من خلال تحرير الاستثمار من عراقيل الإدارة".

ولدى تطرقه إلى مجال التعاون الجزائري-الروسي, أكد رئيس الجمهورية أن الأصدقاء في روسيا "يدركون أن ثمة إمكانيات هائلة للتعاون في مجالات التحويل التكنولوجي والسياحة والفلاحة والعلوم الدقيقة".

وأبرز بالمناسبة أهمية فتح بنوك خاصة بالجزائر, قائلا: "أتمنى أن يبادر القطاع الخاص الوطني والأجنبي والروسي الصديق, عن قريب بفتح بنوك خاصة من أجل أن تكون هناك معاملات مقبولة بين الخواص بعيدا عن الانحرافات".

وأضاف في هذا المجال: "من المفارقات في الجزائر اليوم, أن نجد 85 بالمائة من رأس المال الوطني بين أيدي الخواص", مبديا أسفه بالمقابل لكون 92 بالمائة من المال المتداول اقتصاديا وتجاريا وفي مجال التبادل, هو مال عام.

وفي سياق متصل, خاطب رئيس الجمهورية المشاركين في المنتدى بقوله: "إن أمامكم فرص حقيقة لاستكشاف إمكانيات التكامل الاقتصادي في العديد من المجالات خاصة وأن الجزائر مقدمة --مثلما قال-- على تنفيذ خطة استثمارية في السنوات المقبلة في مجالات الطاقة والبنى التحتية والفلاحة والمنتجات الصيدلانية والصناعة الغذائية والتحويلية".



الجزائر شريك رئيسي لروسيا في إفريقيا

موسكو - أكد وزير التنمية الاقتصادية الروسي, ماكسيم ريشيتنيكوف, اليوم الأربعاء بموسكو, أن الجزائر تمثل شريكا رئيسيا لبلاده في القارة الافريقية, داعيا رجال الأعمال في البلدين إلى تكثيف جهودهم لتعميق التعاون الاقتصادي الثنائي.

وأكد السيد ريشيتنيكوف في كلمة ألقاها خلال أشغال منتدى الأعمال الروسي-الجزائري, الذي أشرف على افتتاحه رئيس الجمهورية, السيد عبد المجيد تبون, أن "الشراكة مع الجزائر استراتيجية", مضيفاً أن "الجزائر تظل من أهم حلفائنا بالقارة الافريقية".

واعتبر الوزير الروسي أن "الرؤى متطابقة بين البلدين بالنسبة للكثير من الأحداث الجارية في مجالات السياسة والاقتصاد", لافتاً إلى أن "المفاوضات بيننا تجري على أعلى مستويات لتعطي دفعا كبيرا للعمل الثنائي في مجالات مختلفة, بما فيها الاقتصاد والابتكار".

وفي هذا السياق, أبرز السيد ريشيتنيكوف تمسك بلاده بمسار تعزيز المبادلات التجارية مع الجزائر وتنويعها, مشيراً إلى أن حجم التبادل البيني ارتفع بنحو 70 بالمائة في سنة 2022.

وصرح في هذا الإطار قائلاً: "نحن نؤكد بكل رضا على أن مجال التجارة بين بلدينا قد ارتفع بدرجة كبيرة, ويتم العمل على تنويع التصدير من مختلف المنتجات الزراعية وغيرها".

وبالموازاة مع تطوير العلاقات التجارية, فإن "مستوى الاستثمارات في نمو وتوسع مستمرين", في عدة قطاعات بما في ذلك الطاقة, والصناعة الصيدلانية, والنقل واللوجستيك, والبنى التحتية, حسب ذات المتحدث الذي لفت أيضاً إلى رغبة بلاده في التعاون في المجالات المالية, وبالأخص ما يتعلق بعمليات الدفع البنكي.

كما أكد الوزير أهمية مواصلة المشاورات لتعزيز التعاون الاقتصادي من خلال مختلف المنتديات الاقتصادية المقبلة, وعلى رأسها القمة الروسية الافريقية المزمع تنظيمها خلال الصيف المقبل.

من جهته, أشار رئيس جمعية الأعمال الروسية "ديلوفايا روسيا", أليكسي ريبيك, إلى أهمية تعميق التعاون الاقتصادي مع الجزائر التي تعتبر إحدى الدول التي تحظى بمكانة "أولوية" بالنسبة لرجال الأعمال الروس, خاصة في ظل الاضطرابات التي يعرفها العالم حالياً.

واعتبر السيد ريبيك في كلمة ألقاها خلال أشغال المنتدى أن التاريخ الطويل للتعاون بين البلدين يشكل قاعدة "متينة" للشراكة الاقتصادية في مختلف المجالات, مذكرا بمساهمة روسيا في إنجاز عدة مشاريع رئيسية في الجزائر على مدار السنتين سنة الأخيرة.

كما لفت في نفس السياق إلى التعاون الطاقوي, لاسيما من خلال مجموعة "أوبك+" التي تحتل فيها الجزائر "مكانة مهمة وموقعا استراتيجيا".

وفضلا عن مجالات التعاون التقليدية بين البلدين, عبر السيد ريبيك عن رغبة رجال الأعمال الروس في توسيع الشراكة الاستراتيجية لتمتد لمجالات أخرى تتوفر على إمكانيات كبيرة لم تستغل بعد بالشكل المطلوب.

واعتبر بهذا الخصوص أن قطاع الفلاحة يشكل أحد المجالات التي ينبغي تطوير العمل الثنائي فيها, مشيرا إلى أن معظم المنتجات الفلاحية الجزائرية مطلوبة في روسيا ويمكن تصديرها إليها.

كما أبدى اهتمام الشركات الروسية بالتعاون مع الجزائر في مجال بالابتكار والتقنيات العالية, حيث يمكن للتكنولوجيات الروسية أن تسهم في الرفع من نوعية المنتجات وتطوير التصنيع بالجزائر.

وأشار أيضا إلى اهتمام رجال الأعمال الروس بالاستثمار في مجال الطيران خاصة في مجال الشحن.

وحول مناخ الاعمال في الجزائر, أكد رئيس "ديلوفايا روسيا", أنه بفضل دعم السلطات في الجزائر, "يشعر رجال الاعمال أنهم أكثر حماية وأنهم يتحركون بثقة أكبر".

من جهة أخرى, أبرز السيد ريبيك أهمية التعاون ضمن تكتل "بريكس" الذي طلبت الجزائر رسميا الانضمام إليه, مؤكدا دور هذه مجموعة التي تمثل حاليا 41 بالمائة من إجمالي سكان العالم في تشكيل عالم متعدد الاقطاب.



الجمارك تحبط العملية بعد تواطؤ عون أمن بالمطار

هكذا حاولت شبكة الجزائر - إسطنبول تهريب "الدوفيز" والذهب في الطائرة

أحبطت مصالح الجمارك عملية كبرى لتهريب 159 ألف أورو و97 ألف دولار و3150 جنيه إسترليني وقرابة 4 كيلوغرام من الذهب، دبّرتها شبكة خاصة عبر رحلة الجزائر إسطنبول في الطائرة، بتواطؤ عون أمن بالمطار.

وحسب بيان تلقت "الشروق" نسخة منه، تمكنت مصالح الجمارك الجزائرية بمفتشية الأقسام للجمارك بمطار

الجزائر الدولي هواري بومدين التابعة إقليميا للمديرية الجهوية للجمارك بالجزائر-خارجية، بالتنسيق مع مصالح الأمن المختصة، من حجز مبالغ معتبرة من العملة الصعبة تمثلت في 159 ألف و150 أورو و97 ألف و750 دولار و3150 جنيه استرليني. كما تمكنت، في نفس العملية، من حجز كمية معتبرة من الذهب قدرت بـ3820 غرام و900 ملغ، وتم التدخل على إثر تفتيش طائرة كانت على وشك الإقلاع وإنزال جميع المسافرين الذين كانوا على متنها. وطبق المصادر نفسها، فإن التحريات الأولية لمصالح الجمارك الجزائرية أفضت إلى تواطؤ أحد أعوان الأمن العاملين بالمطار، ولا يزال التحقيق متواصلا لتفكيك الشبكة التي تنشط عبر خط "الجزائر-إسطنبول". حسب بيان الجمارك، تؤكد العملية النوعية التجنّد التام والجاهزية القصوى لمصالح الجمارك الجزائرية، للتصدي لكافة أشكال الجرائم العابرة للحدود لاسيما تلك التي تمس الاقتصاد الوطني



نحو إصدار القرار رسميا خلال الأيام المقبلة

12 قانونا جديدا تضع البرلمان أمام حتمية تمديد دورته

تتجه الحكومة نحو طلب تمديد الدورة البرلمانية لأسبوعين إضافيين، كإجراء حتمي للتمكّن من مناقشة والمصادقة على 12 مشروع قانون استقبلها مكتب المجلس الشعبي الوطني إلى غاية مساء الأربعاء. وقالت مصادر نيابية لـ"الشروق" أن تمديد الدورة بات إجراء حتميا تلجأ إليه الحكومة للتمكّن من طي الملفات العالقة قبل اختتام الدورة، نظرا للأجندة المُكثّفة التي تنتظر النواب، لاسيما النصوص التشريعية ذات الطابع الاقتصادي، كالصفقات العمومية والعقار الاقتصادي التابع لأملاك الدولة، والتي لا يُمكن رفع المكابح عن الاستثمار من دون صدورها بشكل رسمي، وهو ما يتطابق مع ما سبق وأن دعا إليه بإلحاح رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون. كما أن النصوص القانونية التابعة لوزارة العدل، ويتعلّق الأمر بالإجراءات الجزائية وقانون العقوبات، رغم أنها كانت خارج حسابات الدورة الحالية، إلا أن تمريرها في مجلس الوزراء ومصادقة الرئيس عليها أحالها بالسرعة القصوى إلى مكتب البرلمان، ليتم مناقشتها قبل نهاية الدورة، وتدخل حيز التنفيذ بعد صدورها في الجريدة الرسمية خلال الأسابيع المقبلة. ومن النصوص الاستعجالية التي تفرض مناقشة سريعة بالبرلمان، مشروع قانون تنظيم وحماية الغابات الذي يفرض نفسه بقوة مع اقتراب بداية فصل الصيف رسميا والذي عادة ما يشهد مخاطر الحرائق، ناهيك عن النص التشريعي الخاص بأراضي الدولة، الذي سبق وأن حدّر رئيس الجمهورية من المساس بها، إذ يُفترض أن يضع حدا للاعتداءات على الأملاك العامة.

وتتضمّن الأجندة أيضا نصوصا قانونية وصلت مكتب المجلس قبل أسابيع وبقيت مؤجلة مقارنة مع قوانين أخرى حظيت بالمناقشة السريعة كالأعياد والتقاعد، كما يُفترض المصادقة على مشروع قانون تنظيم مهنة المحضر القضائي قبل اختتام الدورة البرلمانية. وبالمقابل، ذكرت مصادرنا أن اللجنة القانونية تضغط لتمرير النظام الداخلي للمجلس الشعبي الوطني خلال هذه الدورة نظرا للجهود المبذولة من قبل أعضاء اللجنة طيلة الأسابيع الماضية، فضلا عن المشاورات المارطوانية التي قادتها اللجنة للخروج بنسخة جديدة تفرض -حسبهم- ضرورة عرضها في أقرب وقت على النواب خلال الدورة الحالية وتفادي التأجيل. ويبدو أن مكتب المجلس سيضحي بمشروع قانوني السعي البصري والصحافة المكتوبة إلى غاية الدورة المقبلة، نظرا للطابع الاستعجالي للمشاريع المطروحة، رغم أن اللجنة المختصة المكلفة بدراسة هذين المشروعين قد استكملت دراسة أحكامهما قبل أسبوع. وفي السياق، يطرح مراقبون قضية حضور النواب للجلسات المقبلة، خاصة وأن جلسة الثلاثاء الخاصة بالتصويت على نص المادة 22 من مشروع قانون الإعلام تأجلت بسبب عدم اكتمال النصاب القانوني، رغم حضور الطاقم الحكومي، وهو الأمر الذي يمكن أن يُلغَم المناقشات المقبلة، والتي تتزامن مع بداية فصل الصيف، وخروج عدد كبير من النواب في عطلة غير رسمية. ويُعلّق نائب رئيس المجلس الشعبي الوطني عبد الله العمّاري على إمكانية تمديد الدورة، بالقول إن القرار حتمي وتفرضه أجندة **المجلس** والضغط الذي يجابهه النواب الملزمين باستكمال المناقشة والمصادقة قبل اختتام الدورة البرلمانية، مع العلم أن هذا البرنامج يرتبط أيضا بالغرفة العليا للبرلمان، حيث سيتأثر برنامج مجلس الأمة أيضا في حال التمديد.



وزارة المالية تؤكد على دور التقديرات الميزانية في تحسين تسيير الأموال العمومية

أكدت وزارة المالية، اليوم الاربعاء في بيان لها، على الدور المحوري للتقديرات الميزانية، في إطار التنفيذ الفعال للقانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، من أجل تعزيز التسيير الفعال والشفاف للأموال العمومية.

وأوضح البيان أن "وزارة المالية عازمة على تعزيز التسيير المسؤول والشفاف للأموال العمومية، من خلال التأكيد على حسن التقديرات الميزانية، وذلك من أجل الدفع بعجلة التنمية الاقتصادية".



وفي هذا السياق، أشارت إلى أن تقييم المداخل والنفقات القادمة “سيساعد على تجنب العجز المفرط وبالتالي إرساء تسيير مالي مسؤول، وتوفير قاعدة صلبة للتخطيط على المدى المتوسط والطويل وذلك بتحديد الاحتياجات والأولويات الميزانيةية.”

وبعد أن ذكرت أن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية يهدف إلى “زيادة الشفافية” في المسار الميزانيةية وتعزيز آلياتها، أكدت الوزارة أن التقدير الميزانيةية يؤدي “دورا فعلا في إرساء هذا الهدف من خلال جعل القرارات الميزانيةية أكثر وضوحا وشفافية.”

وبناء عليه، يكون بمقدور المواطنين والبرلمانيين والأطراف الاقتصادية الفاعلة، حسب البيان، الاطلاع بشكل أمثل على الاختيارات الميزانيةية التي تم تنفيذها.

وأكدت الوزارة أيضا أن تكريس مبدأ الشفافية سيعزز ثقة المواطنين في تسيير الأموال العمومية، ويساهم في التصدي الفعال لشتى أشكال الفساد، فضلا عن تشجيع التنمية الاقتصادية المستدامة.

وبالتالي، فإن التقدير الميزانيةية “يؤدي دورا أساسيا في إعداد قوانين المالية ويسمح بضمان الاستقرار المالي والتخصيص الفعال للموارد، كما يمكن من تسهيل مراقبة وتقييم السياسات العمومية”، حسب البيان.

وبالفعل، فإن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية رقم 18-15 المؤرخ في 02 سبتمبر 2018 المعدل والمتمم، يؤكد على مبادئ التقدير والشفافية في تسيير النفقات العمومية والتي تعد من الركائز المهمة للحكومة الرشيدة، يسمح للمواطنين والمتعاملين الاقتصاديين بتكوين رؤية دقيقة وشاملة حول استخدام المال العام.

وعليه، فإن التقديرات الميزانيةية، وفق الوزارة، تلعب دورا “أساسيا” في هذه المقاربة التي تدور حول النتائج والتي تكتسي أهمية قصوى لأجل تخصيص فعال للموارد.

فمن خلال وضع تقديرات دقيقة للنفقات المستقبلية يكون استخدام الأموال العمومية أكثر فعالية، وذلك من خلال تجنب النفقات غير الضرورية والتركيز على الاستثمارات ذات الأولوية.

وذكرت وزارة المالية بأن تنفيذ التوجهات الكبرى للسياسات العمومية المحدد من خلال الإطار الميزانيةية المتوسط المدى 2024-2026، والأحكام المختلفة المتعلقة بإعداد مشروع قانون المالية لعام 2024، “مكنت من تكريس مبدأ التخطيط والتقدير هذا.”

وأبرزت أن هذا الإطار يعد “منهجيا واقعيا يمتثل لتوحيد التدابير التي قررتها السلطات العمومية لضمان التغطية المالية الدائمة للنفقات العمومية وتحفيز النشاط الاقتصادي واستعادة توازن ميزانية الدولة على المدى المتوسط.”

ويكون ذلك، حسب المصدر، من خلال الاستعانة بالأدوات الجديدة التي جاء بها القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والتي تسمح بضمان تسيير أفضل للأموال العمومية.

وفي هذا الإطار، أكدت الوزارة في بيانها أن هذا النهج يتبنى “أفضل الممارسات الدولية فيما يتعلق بالحوكمة الرشيدة للميزانيةية

DÉPENSES ENGAGÉES EN R&D DES ENTREPRISES

Avantages fiscaux pour encourager la recherche

● Selon la LF 2023, «sont déductibles du revenu ou du bénéfice, jusqu'à concurrence de 30 % du montant de ce revenu ou bénéfice, dans la limite d'un plafond de 200 millions DA, les dépenses engagées dans le cadre de la recherche et le développement au sein de l'entreprise (...)».

Mieux vaut tard que jamais, les dépenses d'entreprises liées aux activités de recherche et développement (R&D) et d'innovation ouverte sont «désormais éligibles à la déduction du bénéfice imposable, en vertu d'un arrêté Interministériel publié au Journal officiel n 39». Le monde de l'entreprise et de la recherche scientifique auront ainsi un levier important, tel qu'ils l'ont appelé de leur vœux lors d'un séminaire en avril 2022 à Alger, pour se hisser aux standards exigés dans des marchés de plus en plus concurrentiels. «Cet arrêté signé le 9 mai dernier par le ministre des Finances, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, selon l'APS, vient en application aux dispositions de la loi de finances 2023 (LF 2023), visant à encourager les entreprises à investir davantage en R&D et dans les programmes d'innovation ouverte.»

Selon la LF 2023, rappelle la même source, «sont déductibles du revenu ou du bénéfice, jusqu'à concurrence de 30 % du montant de ce revenu ou bénéfice, dans la limite d'un plafond de 200 millions DA, les dépenses engagées dans le cadre de la recherche et développement au sein de l'entreprise, et les dépenses engagées

dans le cadre des programmes d'innovation ouverte, réalisés avec les entreprises disposant du label Start-up ou incubateur». Ces dépenses concernent notamment les rémunérations, indemnités et primes versées aux personnels, affectés directement au projet de R&D en entreprise, titulaires, au moins, d'un diplôme d'ingénieur d'Etat, d'un master ou d'un titre reconnu équivalent, à condition que ce projet soit composé de personnel titulaire d'un diplôme de doctorat ou d'un titre reconnu équivalent, représentant au minimum 20% du nombre total du personnel affecté au dit projet, est-il précisé dans l'arrêté tout en soulignant que le personnel diplômé en sciences humaines et sociales ne peut être considéré comme personnel affecté à la recherche et développement en entreprise.

Combien d'entreprises, publiques et privées, disposent-elles réellement de structures de recherche et développement en leur sein ? Cette question, lancinante, a d'ailleurs fait l'objet d'une attention particulière lors des débats qui ont jalonné le séminaire qui a été organisé par la CAPC en 2022 autour du thème «La R&D levier de croissance pour l'entreprise». Le ministre de l'Enseignement supérieur ainsi que les cadres de son département ont alors longuement affiché la volonté de jeter «les

passerelles entre l'université et le monde de l'entreprise». Pour sa part, la directrice de la formation a fait savoir que pour celles qui ne sont pas dotées de structure recherche & développement, celles-ci peuvent être parrainées à l'issue d'une formation doctorale. Ce département avait alors reconnu qu'«il y a peu de liens entre la recherche et le secteur productif, peu de mécanismes et d'instruments de valorisation». Même si on reconnaît pourtant que des mécanismes de financement directs et indirects ont été mis en place.

Le département de l'enseignement supérieur a affirmé, en tous cas, lors de ce séminaire, que le financement de la recherche est assuré entièrement par l'Etat, la part des autres sources étant encore insignifiante. Le nouveau texte précise donc les critères d'éligibilité à ce mode de financement. Les dépenses concernent également «toutes les charges nécessaires au bon fonctionnement du projet R&D en entreprise ainsi que la quote-part des dotations d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles affectées à ce projet».

En outre, il s'agit aussi «des dépenses liées à des services extérieurs (les frais des travaux réalisés par des universités publiques et/ou des centres publics de recherche scientifique), les dépenses liées à la propriété intellec-

tuelle (les frais liés à l'acquisition, au dépôt et à la protection, au plan national et international, des brevets d'invention ou tout autre titre de propriété intellectuelle), les dépenses d'homologation et de normalisation (les frais d'homologation et de normalisation auprès des agences ou des organismes accrédités). Quant aux dépenses engagées dans le cadre des programmes d'activités d'innovation ouverte, éligibles à la déduction du bénéfice imposable, elles concernent toutes les dépenses engagées par une entreprise, en vue de réaliser une partie ou tous ses travaux R&D, avec une entreprise disposant du label "Start-up" ou "Incubateur", dans le cadre d'un contrat d'innovation ouverte qui doit être d'une durée, minimum, de six mois». Le département de l'enseignement supérieur avait dénombré plus de 1662 laboratoires universitaires à travers le pays, plus de 40 000 enseignants-chercheurs, 433 prototypes ainsi que 420 demandes de brevet. De son côté, le président de la CAPC (Confédération algérienne du patronat citoyen), Sami Agli, avait indiqué que près de 100 entreprises membres de son organisation ont été répertoriées pour intégrer la démarche du ministère visant à assurer le rapprochement entreprise-université. Il reste, bien sûr, à connaître leurs noms.

Ali Benyahia



FINANCES

Le rôle de la prévision budgétaire mis en avant

Le ministère des Finances a souligné, hier, dans un communiqué, le rôle central de la prévision budgétaire, dans le cadre de la mise en œuvre effective de la loi organique relative aux lois de finances (Lof), pour une gestion efficace et transparente des fonds publics. Le ministère des Finances est résolument déterminé à promouvoir une gestion responsable et transparente des fonds publics, en mettant l'accent sur une bonne prévision budgétaire dans la mesure où elle permet de booster la croissance économique », est-il indiqué dans le communiqué. À cet égard, ajoute la même source, « l'estimation des recettes et des dépenses à

venir, contribuera à prévenir les déficits excessifs et à maintenir une gestion financière responsable », ajoutant que cela fournira, également, « une base solide pour la planification à moyen et long termes, en identifiant les besoins et les priorités budgétaires ». Rappelant que la Lof visait à « accroître la transparence dans le processus budgétaire et à renforcer ces mécanismes », le ministère explique que « la prévision budgétaire permet d'asseoir cet objectif en rendant les décisions budgétaires plus explicites et transparentes permettant, ainsi, aux citoyens, aux parlementaires et aux acteurs économiques de mieux comprendre les choix budgétaires mis en œuvre ».

AMÉLIORATION DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS

LE MINISTÈRE DES FINANCES

SOULIGNE LE RÔLE DE LA PRÉVISION

Le ministère des Finances a souligné, hier, dans un communiqué, le rôle central de la prévision budgétaire, dans le cadre de la mise en œuvre effective de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF), pour une gestion efficace et transparente des fonds publics.

«Le ministère des Finances est résolument déterminé à promouvoir une gestion responsable et transparente des fonds publics, en mettant l'accent sur une bonne prévision budgétaire dans la mesure où elle permet de booster la croissance économique», est-il indiqué dans le communiqué.

A cet égard, ajoute la même source, «l'estimation des recettes et des dépenses à venir, contribuera à prévenir les déficits excessifs et à maintenir une gestion financière res-

ponsable», ajoutant que cela fournira, également, «une base solide pour la planification à moyen et long termes, en identifiant les besoins et les priorités budgétaires».

Rappelant que la LOLF visait à «accroître la transparence dans le processus budgétaire et à renforcer ces mécanismes», le ministère explique que «la prévision budgétaire permet d'asseoir cet objectif en rendant les décisions budgétaires plus explicites et transparentes permettant, ainsi, aux citoyens, aux parlementaires et aux acteurs économiques de mieux comprendre les choix budgétaires mis en œuvre».

L'objectif visé en consacrant le principe de transparence est «de renforcer et de consolider la confiance des citoyens dans la gestion des finances publiques», notant que «cette

confiance retrouvée permettra, ainsi, de lutter plus efficacement contre les différentes formes de corruption et de favoriser un développement économique durable».

En résumé, indique-t-on dans le communiqué, la prévision joue «un rôle central» dans le cadre de la LOLF, et permet d'«assurer une stabilité financière et une allocation efficace des ressources tout en renforçant la transparence. Elle permet, également, de faciliter le suivi et l'évaluation des politiques publiques».

En effet, la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF) du 2 septembre 2018, modifiée et complétée, met l'accent sur les principes de prévision et de transparence dans la gestion des dépenses publiques, piliers essentiels d'une bonne gouver-

nance, permettant aux citoyens et aux opérateurs économiques d'avoir une vision précise de l'utilisation des fonds publics.

Ainsi, la prévision économique joue «un rôle fondamental» dans cette approche axée sur les résultats et revêt «une importance capitale» pour une allocation efficace des ressources, souligne le communiqué, explicitant qu'en prévoyant les dépenses futures d'une façon précise, l'utilisation des fonds publics sera plus efficiente, en évitant les dépenses superflues et en ciblant les investissements prioritaires».

Le ministère des Finances a rappelé que la mise en œuvre des grandes orientations des politiques publiques à travers le Cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) 2024-2026, et les diverses dispositions

relatives à la préparation de la Loi de finances pour 2024, a permis de consacrer ce principe de planification et de prévision.

«Il s'agit d'une démarche réaliste obéissant à la consolidation des mesures décidées par les pouvoirs publics pour assurer la soutenabilité des dépenses publiques, de stimuler l'activité économique et de restaurer à moyen terme l'équilibre du budget de l'État, à travers de nouveaux instruments introduits par la LOLF permettant d'assurer une meilleure gestion des deniers publics», insiste-t-on dans le communiqué.

Cette démarche adopte «les meilleures pratiques internationales en matière de bonne gouvernance budgétaire», affirme-t-on dans le même texte.



AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Saisie importante de devises et d'or

Les services des Douanes algériennes ont saisi, en coordination avec les services de sécurité, des sommes considérables en devises et des quantités d'or à l'aéroport international d'Alger, a indiqué mercredi un communiqué de la Direction générale des Douanes. «Les services des Douanes algériennes, de l'inspection divisionnaire des Douanes de l'aéroport Houari Boumediene-Voyageurs, qui relèvent territorialement de la Direction régionale des Douanes d'Alger-Extérieur, en coordination avec les services de sécurité compétents, ont réussi à saisir des sommes considérables en devises estimées à 159.150 euros, et 97.750 dollars américains, ainsi que 150 livres sterling», selon le communiqué, les sommes ont été découvertes suite à «la fouille d'un avion qui était sur le point de décoller, en faisant descendre tous les voyageurs qui étaient à bord». Au cours de la même opération, les mêmes services ont réussi également à saisir une quantité considérable d'or estimée à 3,820 kg. Les investigations préliminaires des services de Douanes algériennes ont dévoilé «l'implication d'un agent de sécurité de l'aéroport», ajoute le communiqué, relevant que «l'enquête est en cours pour démanteler le réseau actif sur la ligne Alger-Istanbul». Cette opération prouve «la mobilisation et la disponibilité maximale des services de Douanes algériennes pour faire face à tous les crimes transfrontaliers, notamment les crimes qui portent atteinte à l'économie nationale», selon la même source.



AMÉLIORATION
DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS

Le rôle de la prévision budgétaire souligné

Le ministère des Finances a souligné, hier dans un communiqué, le rôle central de la prévision budgétaire, dans le cadre de la mise en œuvre effective de la loi organique relative aux Lois de Finances (LOLF), pour une gestion efficace et transparente des fonds publics. «Le ministère de Finance est résolument déterminé à promouvoir une gestion responsable et transparente des fonds publics, en mettant l'accent sur une bonne prévision budgétaire dans la mesure où elle permet de booster la croissance économique», est-il indiqué dans le communiqué. A cet égard, ajoute le même source, «l'estimation des recettes et des dépenses à venir, contribuera à prévenir les déficits excessifs et à maintenir une gestion financière responsable», ajoutant que cela fournira, également, «une base solide pour la planification à moyen et long termes, en identifiant les besoins et les priorités budgétaires». Rappelant que la LOLF visait à «accroître la transparence dans le processus budgétaire et à renforcer ces mécanismes», le ministère explique que «la prévision budgétaire permet d'asseoir cet objectif en rendant les décisions budgétaires plus explicites et transparentes permettant, ainsi, aux citoyens, aux parlementaires et aux acteurs économiques de mieux comprendre les choix budgétaires mis en œuvre». L'objectif visé en consacrant le principe de transparence est «de renforcer et de consolider la confiance des citoyens dans la gestion des finances publiques», notant que «cette confiance retrouvée permettra, ainsi, de lutter plus efficacement contre les différentes formes de corruption et de favoriser un développement économique durable». En résumé, indique-t-on dans le communiqué, la prévision joue «un rôle central» dans le cadre de la LOLF, et permet d'«assurer une stabilité financière et une allocation efficace des ressources tout en renforçant la transparence. Elle permet, également, de faciliter le suivi et l'évaluation des politiques publiques».

قصد الدفع بعجلة التنمية الاقتصادية .. وزارة المالية :

التقديرات الميزانية أساس التسيير المسؤول والشفاف للمال العام

■ تمكين المواطنين والبرلمانيين من الاطلاع على الاختيارات الميزانية

والتخصيص الفعال للموارد، كما يمكن من تسهيل مراقبة وتقييم السياسات العمومية.

كما أشار البيان أنه بالفعل، فإن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية رقم 15-18 المؤرخ في 02 سبتمبر 2018 المعدل والمتمم، يؤكد على مبادئ التقدير والشفافية في تسيير النفقات العمومية والتي تعد من الركائز المهمة للحكومة الرشيدة، ليسمح للمواطنين والمتعاملين الاقتصاديين بتكوين رؤية دقيقة وشاملة حول استخدام المال العام.

وعليه، يضيف البيان، فإن التقديرات الميزانية، تلعب دورا "أساسيا" في هذه المقاربة التي تدور حول النتائج والتي تكتسي أهمية قصوى لأجل تخصيص فعال للموارد.

ومن خلال وضع تقديرات دقيقة للنفقات المستقبلية، يكون استخدام الأموال العمومية أكثر فعالية، وذلك من خلال تجنب النفقات غير الضرورية والتركيز على الاستثمارات ذات الأولوية.

وذكرت وزارة المالية بأن تنفيذ التوجهات الكبرى للسياسات العمومية المحدد من خلال الإطار الميزانياتي المتوسط المدى 2024-2026، والأحكام المختلفة المتعلقة بإعداد مشروع قانون المالية لعام 2024، "مكن من تكريس مبدأ التخطيط والتقدير هذا".

كما أبرزت أن هذا الإطار يعد "منهجيا واقعيا يمثل لتوحيد التدابير التي قررتها السلطات العمومية لضمان التغطية المالية الدائمة للنفقات العمومية وتحفيز النشاط الاقتصادي واستعادة توازن ميزانية الدولة على المدى المتوسط".

ويكون ذلك حسب وزارة المالية، من خلال الاستعانة بالأدوات الجديدة التي جاء بها القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية والتي تسمح بضمان تسيير أفضل للأموال العمومية، مؤكدة أن هذا النهج يتبنى "أفضل الممارسات الدولية فيما يتعلق بالحوكمة الرشيدة للميزانية".

أكدت وزارة المالية، أمس، على الدور المحوري للتقديرات الميزانية، في إطار التنضيد الفعال للقانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، من أجل تعزيز التسيير الفعال والشفاف للأموال العمومية.

ع. كمال

وأوضح البيان للوزارة أن "وزارة المالية عازمة على تعزيز التسيير المسؤول والشفاف للأموال العمومية، من خلال التأكيد على حسن التقديرات الميزانية، وذلك من أجل الدفع بعجلة التنمية الاقتصادية".

وفي هذا السياق، أشارت إلى أن تقييم المداخل والنفقات القادمة "سيساعد على تجنب العجز المفرط وبالتالي إرساء تسيير مالي مسؤول، وتوفير قاعدة صلبة للتخطيط على المدى المتوسط والطويل وذلك بتحديد الاحتياجات والأولويات الميزانية".

ويعد أن ذكرت الوزارة بأن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية يهدف إلى "زيادة الشفافية" في المسار الميزانياتي وتعزيز آلياتها، أكدت أن التقدير الميزانياتي يؤدي "دورا فعالا في إرساء هذا الهدف من خلال جعل القرارات الميزانية أكثر وضوحا وشفافية".

وبناء عليه، يكون بمقدور المواطنين والبرلمانيين والأطراف الاقتصادية الفاعلة، حسب البيان، الاطلاع بشكل أمثل على الاختيارات الميزانية التي تم تنفيذها.

وأكدت الوزارة أيضا، أن تكريس مبدأ الشفافية سيعزز ثقة المواطنين في تسيير الأموال العمومية، ويساهم في التصدي الفعال لشتى أشكال الفساد، فضلا عن تشجيع التنمية الاقتصادية المستدامة.

وبالتالي، فإن التقدير الميزانياتي "يؤدي دورا أساسيا في إعداد قوانين المالية ويسمح بضمان الاستقرار المالي

عرض مشروع قانون حماية أراضي الدولة .. طبي :

البناءات الفوضوية تنمو كالفطريات لتتشوه المدن

15 سنة سجنًا للمتواطئين في الاعتداء على أراضي الدولة

نواب يطالبون بتوفير الحماية لـ"الأميار" خلال هدم البناءات الفوضوية

والإعفاء من أي مسؤولية إدارية والتأسس كطرف مدني كما يوفر حماية للميلغين عن حالات الاعتداء. وأقر التص عقوبات تختلف حسب خطورة الجرم وصفة المعتدي، وهي تتراوح ما بين سنتين سجنًا إلى 15 سنة وغرامات، مع إعادة الأرض إلى حالها ومصادرة الأجهزة والعتاد المستعمل في الاعتداء.

ويشدد مشروع القانون من العقوبات على الموظفين الذين يستغلون مناصبهم لتسهيل عمليات الاعتداء، حيث ستفهم لثلاث حالات، الأول، الموظف المتقاعس الذي يتسبب بطريقة غير عمدية في حدوث الاعتداء ويواجه عقوبة 5 سنوات سجنًا و500 ألف دينار غرامة، وترتفع العقوبة إلى 12 سنة سجنًا وغرامة 700 ألف دينار للموظف الذي لا يقوم أو يمتنع عن القيام بالالتزامات المفروضة عليه في التشريع، لتنفيذ القرارات، وأخيرًا الموظف المتواطئ في الاعتداءات والذي تفرض عليه عقوبة 15 سنة سجنًا وغرامة قدرها 1.5 مليون دينار.

وأشاد النواب في مداخلاتهم بمضمون النص، الذي من شأنه كبح القصد الذي اتخذ أبعادًا خطيرة وصلت إلى حد تشييد محلات تجارية، وتوفير العقار الاستثماري لدعم التنمية والاقتصاد الوطني. وطالبوا بضرورة توفير الحماية الفعلية لرؤساء البلديات أثناء عمليات هدم البناءات الفوضوية، منعا للاعتداءات التي يتعرضون لها ووصلت إلى حد القتل، مثلما وقع لرئيس بلدية المرسي بولاية الشلف.

كما شدد النواب على ضرورة تشكيل لجان متخصصة لتطبيق المشروع بأثر رجعي، لاسترجاع العقار المتواجد بيد "المافيا" مع تطبيق القانون على الجميع دون تمييز، فيما أبدى البعض الآخر تخوفهم من آثار تطبيق التص على العائلات التي تسكن القصد، في ظل عجز الدولة عن توفير السكنات لبعض العائلات الهشة.

أكد وزير العدل حافظ الأختام، عبد الرشيد طبي، أمس، أن مشروع القانون الخاص بحماية أراضي الدولة، يشدد من العقوبات ضد الموظفين ومسيري أراضي الدولة، الذين يستغلون وظيفتهم في التواطؤ مع المعتدين على أراضي الدولة، مشيرًا إلى أن هذه العقوبات تصل إلى 15 سنة سجنًا وغرامة مالية قدرها 1.5 مليون دينار، فيما طالب النواب من جهتهم، بتوفير الحماية لـ"الأميار" خلال قيامهم بهدم البناءات الفوضوية، حيث يتعرضون عادة للتعذيب والاعتداء.

شريعة عابد

بتر الوزير خلال عرضه لمشروع النص، أمام النواب بالمجلس الشعبي الوطني، سبب وضع هذا التشريع الجديد، بالحاجة الملحة لكبح الاعتداءات المسجلة على أراضي الدولة، ووضع حد للبناءات الفوضوية التي تنمو مثل الفطريات وتشوه مظاهر المدن، ميرزا الدور التنموي للنص، "حيث يمكن استرجاع عقار الدولة من استغلاله في المشاريع الاستثمارية لدعم برامج التنمية".

وأوضح أن التشريع الجديد ورد في 3 محاور، تشكل استراتيجية متكاملة لحماية أراضي الدولة، حيث يضم المحور الأول تدابير احترازية للحد من الاعتداءات، عبر إنشاء خلايا محلية لمحاربة البناءات الفوضوية وإعلام السلطات بعمليات الاعتداء على الأراضي واسترجاعها مع إلزام مسيري الأراضي بحمايتها واستغلالها الرشيد، وإشراك كل الأطراف في عملية الحماية بما فيها المجتمع المدني.

أما المحور الثاني، فيتعلق بمحاربة البناءات الفوضوية ومباشرة إجراءات الهدم والتدخل السريع ومنع الأفعال التي شوهدت العمران، فيما تناول المحور الثالث عمليات معاينة الجرائم وتعزيز الحماية الجزائية للأعوان المكلفين بملف أراضي الدولة.

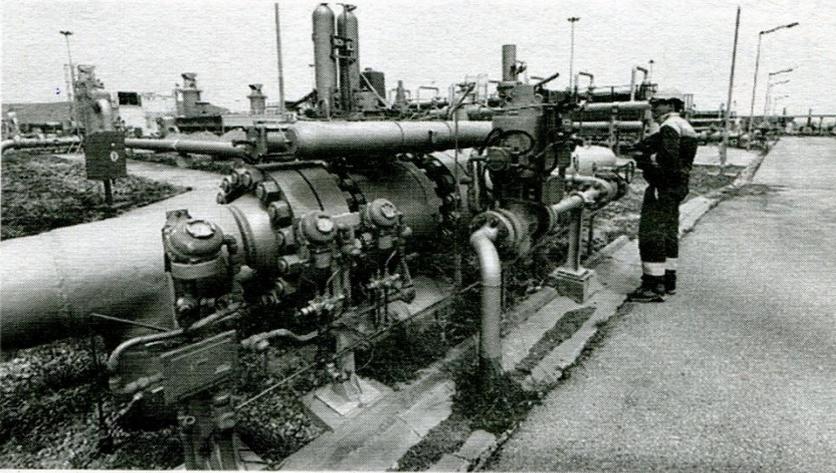
ويعطي النص، حسب الوزير، الحق في تحريك الدعوى العمومية تلقائيًا

41 اكتشافا نفطيا بين 2020 و 2023

60 مليار دولار صادرات سوناطراك

• أكثر من 600 اكتشاف سجلت من 1971 إلى الآن

عقدت سوناطراك بالجزائر العاصمة جمعيتها العامة العادية، تم خلالها عرض الحصيلة السنوية لسنة 2022 والمصادقة عليها. وقد عرفت السنة الماضية تسجيل حصيلة ايجابية، مع إحصاء 15 اكتشافا جديدا للمحروقات، بينما تم تحقيق ستة اكتشافات جديدة للمحروقات خلال الثلاثي الأول من سنة 2023. وفي المحصلة، عرفت وتيرة الاكتشافات نموا، حيث بلغت 41 اكتشافا للنفط والغاز من سنة 2020 إلى غاية نهاية مارس 2023.



حفيظ صوالي

• الاجتماع السنوي نظم بمقر المديرية العامة لسوناطراك برئاسة وزير الطاقة والمناجم، محمد عرقاب، ومشاركة أعضاء الجمعية العامة ووزير المالية لعزیز فايد، ومحافظ بنك الجزائر، صالح الدين طالب، وممثل رئاسة الجمهورية، ورفيق بوكلية حسن، ويحضور الرئيس المدير العام لمجمع سوناطراك، توفيق حكار، حسب ما أشار إليه بيان صادر عن مجمع سوناطراك. وشملت هذه الحصيلة، حسب البيان، محاور نشاطات الاستكشاف والإنتاج والاستثمار وكذا التسويق، بالإضافة إلى مناقشة الحسابات الاجتماعية لشركة سوناطراك والحسابات المدمجة لمجمع سوناطراك.

وقد أصدرت سوناطراك حصيلة أولية برسم عام 2022، حيث تهازت قيمة صادراته 60 مليار دولار خلال سنة 2022، موازاة مع ارتفاع الإنتاج الأولي للمحروقات بنسبة 2 بالمائة في الفترة نفسها، بينما الاستثمار عادل 5.5 مليار دولار أمريكي خلال سنة 2022. أما الإنتاج الأولي للمحروقات، فقد انتقل من 185.2 مليون طن مكافئ بترول في 2021 إلى 189.26 مليون طن مكافئ نفط خلال السنة الماضية، مسجلا ارتفاعا بنسبة 2 بالمائة. وفي مجال الاستكشاف، أشارت الحصيلة إلى اكتشاف 6 اكتشافات نفطية جديدة في الجزائر خلال الربع الأول من العام الجاري (2023)، ما يضيف احتياطات هامة لرصيد البلاد. وجاء تحقيق الشركة الجزائرية للاكتشافات الجديدة في قطاع المحروقات اعتمادا على مجهودها الخاص، ويعزز إمكاناتها من تلبية احتياجات هامة لمرسيد النفط والغاز. ويخصص الاكتشافات الجديدة لسنة 2023، وحسب تقديرات شركة سوناطراك، فقد تم تحقيق اكتشافات جديدة في حوض أمقيد

مسعود، إثر حفر بئر (بي آر إم-1، وبي إم دي-1) وأكدت تسجيل تدفق قدره 5699 برميل من النفط و170.461 ألف متر مكعب من الغاز يوميا على مستوى البئر الأول، في حين سجلت البئر الثانية تدفقا يوميا مقداره 4856 برميل من النفط و255.912 ألف متر مكعب من الغاز. وشددت سوناطراك على أن الاكتشافات النفطية في الجزائر تؤكد الإمكانات النفطية والغازية المهمة الموجودة بمنطقة ثغرت، الواقعة شرق حقل حاسي مسعود. لم تتوقف الاكتشافات عند حقل حاسي مسعود، بل امتدت إلى حوض بركين، إذ حُفرت بئران كانتا محل تحقيق عدة اكتشافات نفطية. وقد أنتجت البئر الأولى - تسمى إتش إيه إم - 1 بيس تدفقا يوميا يبلغ 129.048 ألف متر مكعب من الغاز و239 برميل من المكثفات انطلاقا من المكن الأول، و1905 برميل من النفط، و137.484 ألف متر مكعب من الغاز من المكن الثاني. في حين أنتجت البئر الثانية - المسماة إس إيه أي إس ديليو - 1 تدفقا يوميا يُقدَّر بـ 3117 برميل من النفط و219.336 ألف متر

مكعب من الغاز. وسبق لوزير الطاقة والمناجم محمد عرقاب أن أعلن عن النجاح في تحقيق أكثر من 600 اكتشاف للنفط والغاز منذ عام 1971، ونفذ ما يقرب من 185 مليار دولار من الاستثمارات منذ 1985 في هذا المجال. ووفقا للتقديرات الإحصائية، فإن الاحتياطي البترولي الجزائري يقدر بنحو 12.2 مليار برميل، بينما يقدر الاحتياطي الغازي بنحو 4500 مليار متر مكعب.

وزارة المالية: تقييم المداخيل والنفقات يساعد على إرساء التسيير المسؤول تحسين تسيير الأموال العمومية بفضل التقديرات الميزانية

عن تشجيع التنمية الاقتصادية المستدامة. واستطردت الوزارة أن التقدير الميزانياتي يؤدي دوراً أساسياً في إعداد قوانين المالية. ويسمح بضمان الاستقرار المالي والتخصيص الفعال للموارد، كما يمكن من تسهيل مراقبة وتقييم السياسات العمومية، موضحة بأن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية رقم 18-15، المؤرخ في 02 سبتمبر 2018 المعدل والمتمم، يؤكد على مبادئ التقدير والشفافية في تسيير النفقات العمومية، والتي تعد من الركائز المهمة للحكومة الرشيدة، ليسمح للمواطنين والمتعاملين الاقتصاديين بتكوين رؤية دقيقة وشاملة حول استخدام المال العام. ص. حفيظ

الاحتياجات والأولويات الميزانية. وأفادت الوزارة أن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية يهدف إلى "زيادة الشفافية" في المسار الميزانياتي وتعزيز ألياتها. وأكدت أن التقدير الميزانياتي يؤدي دوراً فعالاً في إرساء هذا الهدف، من خلال جعل القرارات الميزانية أكثر وضوحاً وشفافية، مضيفاً أنه يكون بمقدور المواطنين والبرلمانيين والأطراف الاقتصادية الفاعلة الاطلاع بشكل أمثل على الاختيارات الميزانية التي تم تنفيذها.

من جانب آخر، أكدت الوزارة على أن تكريس مبدأ الشفافية سيعزز ثقة المواطنين في تسيير الأموال العمومية، ويساهم في التصدي الفعال لشتى أشكال الفساد، فضلاً

• أكدت وزارة المالية، في بيان لها أمس، على الدور المحوري للتقديرات الميزانية، في إطار التنفيذ الفعال للقانون العضوي المتعلق بقوانين المالية، من أجل تعزيز التسيير الفعال والشفاف للأموال العمومية.

وأشار البيان إلى أن "وزارة المالية عازمة على تعزيز التسيير المسؤول والشفاف للأموال العمومية، من خلال التأكيد على حسن التقديرات الميزانية، وذلك من أجل الدفع بعجلة التنمية الاقتصادية".

وأوضحت الوزارة أن تسيير المداخيل والنفقات القادمة سيساعد على تجنب العجز المفرط، وبالتالي إرساء تسيير مالي مسؤول، وتوفير قاعدة صلبة للتخطيط على المدى المتوسط والطويل، وذلك بتحديد



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡: Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger